

N° DP 24/411

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION D'ESPACES AU PALAIS DES SPORTS ET A LA MAISON DE LA CREATIVITE POUR LES BESOINS DU TOURNAGE "LES PETITS VOLEURS"

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°20/07/77 du 21 juillet 2020 fixant les tarifs du Cube 2 situé au 3^{ème} étage de la Maison de Créativité, Quartier de la Créativité et de la Connaissance Chalucet,

VU les projets de conventions de mise à disposition, ci-annexés,

CONSIDERANT la demande de la société LES FILMS DU LOSANGE de disposer d'espaces de stationnement pour 3 camions logistiques, 1 barnum et 1 cantine, rue de la Porte de France, du 24 au 26 avril 2024 inclus, et d'espaces logistiques au 3^{ème} étage de la Maison de Créativité du 23 avril 2024 au 26 avril 2024 pour les besoins du long-métrage dénommé « Les petits voleurs »,

CONSIDERANT la demande de la société LES FILMS DU LOSANGE de disposer d'espaces de stationnement au parking Est du Palais des sports de Toulon pour les besoins du long-métrage dénommé « Les petits voleurs », du 24 au 25 avril 2024 et du 26 avril 2024 au 12 mai 2024,

CONSIDERANT que le bureau des tournages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour objectif de faciliter l'organisation de tournages sur son territoire,

CONSIDERANT que la mise à disposition du 3^{ème} étage de la Maison de la Créativité n'impacte pas son fonctionnement en lien avec les établissements d'enseignement supérieur du territoire,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les modalités de ces mise à disposition et de les approuver,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE METTRE à disposition de la société LES FILMS DU LOSANGE des espaces définis dans les conventions, ci-annexées.

ARTICLE 2

DE SIGNER les conventions, ci-annexées, définissant les conditions des mises à disposition.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget annexe espaces d'activités entrepreneuriales, innovantes et universitaires 2024, opération n°11007, article n°70323 et 752.

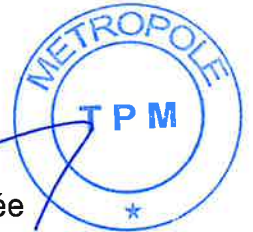
La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 MAI 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



5-10-1955

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'ESPACES A LA MAISON
DE LA CREATIVITE POUR LES BESOINS DU TOURNAGE LES
PETITS VOLEURS**

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 Bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, autorisé en application de la Décision n° DP du

Ci-après dénommée « la Métropole »

D'une part,

Et

La société Les films du Losange, ayant son siège social à 7 - 9 rue des petites écuries 75010 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 642 020 903, N° de SIRET : 642 020 903 00042 ; Code APE : 5911C, N° TVA Intracommunautaire : FR69642020903, représentée par Claire LANGMANN, en sa qualité de Directrice de Production, dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « la Production »

D'autre part.

Article 1 – Objet de la convention

La Métropole met à disposition de la Production dans le cadre du tournage du long métrage intitulée provisoirement ou définitivement « Les petits voleurs » dénommé ci-après "l'œuvre" réalisé par Joachim LAFOSSE, les lieux ci-dessous- décrits, dont elle déclare être le propriétaire, pouvoir en disposer librement et/ou avoir obtenu les autorisations nécessaires à cet effet dans le cadre des conditions fixées par la présente convention :

- Cube 2 et bureau n°309, Maison de la Créativité, Quartier de la Créativité et de la Connaissance 83000 Toulon (cf. Annexe 1)
- Stationnement de 3 camions logistiques de 14 m³, 1 cantine de 28 m³ et 1 barnum de 32 m³ rue de la porte de France (cf. Annexe 2)

Ci-après désignés sous le terme « les lieux ».

Les lieux seront utilisés comme bureau et pour l'habillage, le maquillage et la coiffure des comédiens et figurants.

Article 2 – Durée de la mise à disposition

Les lieux sont mis à la disposition de la Production :

- Du 23 avril 14h00 au 26 avril 2024 06h00 du matin pour Cube 2 et bureau n°309
- Du 24 avril 01h00 du matin au 26 avril 2024 01h00 du matin pour le stationnement des 3 camions logistiques, 1 barnum de 32m³ et 1 cantine de 28m³

La signature de la convention devra intervenir avant cette période.

Article 3 – Conditions financières

Une somme de 800 euros HT (huit cents euros) sera réclamée en contrepartie de la mise à disposition des lieux. Il est précisé que la Métropole a opté pour l'assujettissement de ces redevances et prestations à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) conformément à l'article 260.2 et 261 D 2° du Code Général des Impôts.

La redevance se trouvera automatiquement assujettie à la T.V.A. aux taux en vigueur lors de son échéance.

Le paiement sera réclamé par l'envoi d'un avis des sommes à payer, adressé par la Trésorerie de Toulon, libellé et envoyé par voie postale à :

Les films du losange
« Les Petits Voleurs »
7 - 9 rue des petites écuries
75010 Paris

Article 4 – Incessibilité des droits

La présente convention étant conclue intuitu personae, la Production ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

Article 5 – Etats des lieux

Les lieux sont pris en l'état et rendus en l'état à l'issue du tournage. Un état des lieux sera effectué conjointement par un représentant de la Métropole et de la Production à l'entrée dans les lieux, ainsi qu'à l'issue de la remise en état (cf. Annexe 3).

La Production déclare en outre bien connaître les lieux pour les avoir visités préalablement à la signature de la présente convention.

Les lieux objets de la présente mise à disposition répondent aux normes en vigueur.

S'il était constaté des dommages incombant à l'équipe de tournage dans les lieux mis à disposition, la Production s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires. Tout éventuel dégât ou sinistre résultant de la présence de la Production et de ses équipes devra être constaté lors de l'état des lieux de sortie, aucune réclamation ne pouvant plus être prise en compte par la Production au-delà.

Article 6 - Conditions d'occupation

La Production occupera les lieux paisiblement pour tout ce qui concerne la bonne marche de ses activités. Elle reconnaît avoir pris connaissance du règlement intérieur des locaux loués et s'engage à le respecter (cf. Annexe 4, signature du règlement intérieur en annexe avec mention lu et approuvé). L'accès aux coursives est strictement interdit.

La salle doit être remise en place dans la configuration du premier jour de mise à disposition, et ce au dernier jour de la mise à disposition.

L'accès se fera par l'entrée principale (parvis des écoles). L'accès au monte-charge pour le déchargement et chargement du matériel pourra s'effectuer durant toute la durée de la mise à disposition des lieux, en lien avec le PC sécurité joignable au 04 94 36 31 32.

Les personnels du service de sécurité incendie et d'assistance à personne (SSIAP) de la Métropole sont présents de 07h00 à 22h30 du lundi au samedi. En dehors de ces jours et horaires de présence, la Production devra avoir recours à ses frais à un SSIAP privé.

Il est interdit à la Production de consentir une quelconque sous-location des lieux mis à disposition.

La Métropole dégage toute responsabilité concernant le matériel et le mobilier appartenant et/ou loués par la Production et entreposés dans les lieux mis à disposition.

L'équipe de la Production utilisant les lieux mis à disposition se compose d'environ 30 personnes

Toute personne étrangère à l'équipe de la Production, à l'exception des représentants de la Métropole, n'est pas admise sur les lieux mis à disposition, à charge de la Production d'y veiller.

La Métropole pourra visiter les lieux mis à disposition ou les faire visiter par toute personne mandatée par elle, pour la surveillance et l'entretien des lieux et des installations communes ou privées toutes les fois que cela sera nécessaire sous réserve d'en prévenir la Production.

Article 7 - Engagements réciproques des parties

7.1. Désignation d'un référent

Les parties s'engagent respectivement à désigner un responsable en charge du bon déroulement des opérations, interlocuteur privilégié durant toute la durée de l'occupation des lieux, aux dates indiquées à l'article 2 de la présente convention.

- Pour la Production Geoffrey APPOURCHAUX en sa qualité de régisseur général, tél : 06 18 50 76 49 – email : geoffrey.appourchaux@gmail.com

- Pour la Métropole :

- Pascal BRUN, Service enseignement supérieur et recherche à la Maison de la Créativité, pbrun@metropoletpm.fr - 04 94 93 37 53
- Mohamed DRIDI, Service Sécurité - mdridi@metropoletpm.fr - 06 45 73 27 69

7.2. Engagements de la Métropole

La Métropole donnera les accès nécessaires aux lieux pour les salariés de la Production et des personnes associées pour l'installation et l'exécution des opérations telles que prévues à l'article 1.

La Métropole est tenue de mettre les lieux à la disposition de la Production à la date convenue. Elle doit également permettre à la Production d'en profiter paisiblement.

7.3. Engagements de la Production

La Production s'engage à :

- Remettre à titre gratuit à la Métropole des photographies du tournage après la date de sortie de l'œuvre en France,
- Octroyer à titre gratuit un droit d'usage de l'affiche de l'œuvre en format numérique, sous réserve de l'accord de la Production quant à son utilisation,
- Remettre à l'issue du tournage une évaluation des dépenses et des emplois sur le territoire métropolitain dans le document intitulé « fiche retombées économique d'un tournage » (cf annexe 5)
- Autoriser le Bureau d'Accueil des tournages TPM à réaliser des prises de vue du tournage dans le cadre de sa communication institutionnelle avec l'accord préalable de la Production,
- Ne pas dégrader l'image de la Métropole que ce soit à l'occasion du tournage, lors de la promotion de l'œuvre, ou toute autre circonstance.

Article 8 – Annulation – Report mise à disposition

Si, pour quelques raisons que ce soit, la mise à disposition des lieux ne pouvait être, en tout ou partie, effectuée aux dates prévues à l'article 2, la présente convention devra faire l'objet d'un avenant. Dans ce cadre les conditions financières sont susceptibles d'évoluer.

Article 9 – Responsabilité - Assurances

Article 9.1 Responsabilités

La Production demeure entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, des dommages qui pourraient être causés pendant la durée de son occupation, de son fait personnel, ainsi qu'à l'égard des biens meubles et immeubles, équipements et matériels.

Le seul cas d'exonération de la Production est la force majeure.

Elle sera également responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

La Production est responsable à l'égard des tiers de l'ensemble des dommages résultant de son occupation, y compris ceux relevant de la responsabilité du propriétaire.

La Production devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, la responsabilité de la Métropole ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La Production s'engage à entretenir et à conserver raisonnablement les emplacements et les lieux mis à disposition.

Article 9.2 Assurances

La Production devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant l'intégralité des conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être engagée du fait de ses activités ou de son occupation, notamment dans les cas où sa responsabilité serait recherchée :

- A la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers ou aux personnes se trouvant dans les locaux ou sur le site ;
- A la suite de tous dommages, y compris acte de vandalisme, causés aux biens confiés.

A cet effet, la Production devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Elle est tenue d'assurer elle-même directement tout agencement de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

S'il était constaté des dommages incombant à l'équipe de tournage dans les lieux mis à disposition, la Production s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires.

La Production ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances pour justifier de la carence de celle-ci vis-à-vis de la Métropole et/ou des tiers.

Ainsi, tout dommages qui ne serait pas pris en charge par l'assureur de la Production, soit que le risque n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive de la Production.

Enfin, les compagnies d'assurances renoncent à tout recours contre la Métropole.

Article 10 – Résiliation – retrait de l'autorisation

La Production peut renoncer au bénéfice de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception. Suite à sa résiliation, la Production ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Article 11 – Dispositions diverses

11.1. Litiges

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le tribunal administratif de Toulon sera saisi.

11.2. Réglementation applicable

La Production est soumise aux droits et obligations résultant du droit de la domanialité publique.

Le présent acte est établi en deux exemplaires dont un original remis à la Production. Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu la lecture.

Fait à Toulon, le

Pour Les films du Losange

**Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

**Jean-Pierre GIRAN,
Le Président**



CHALUCET TOULON
QUARTIER DE LA CRÉATIVITÉ
ET DE LA CONNAISSANCE



ETAT DES LIEUX

Entrée, réalisée le

Sortie, réalisée le

Par (production) :

Par :

Par (Métropole) :

Par :

LE BAILLEUR

Dénomination: Métropole Toulon Provence Méditerranée

Adresse du siège social: 107 boulevard Henri Fabre 83100 Toulon

Nom, prénom référent:

Tel:

Mail:

LE LOCATAIRE

Dénomination:

Adresse du siège social:

Nom, prénom référent:

Tel:

Mail:

LE BIEN

Adresse du bien : Quartier de la créativité et de la connaissance, Maison de la Créativité, R+3 Cube 2 et bureau 309

Usage : HMC

Annexe 3 : Etat des lieux

Pièces	Etat entrée	Etat sortie	Eléments	Commentaires
Cube 2		88 chaises 22 tables		
309		1 photocopieur 2 bureaux 2 chaises 1 téléphone 1 micro onde 2 enceintes mobiles 1 porte manteaux		

Observations entrée:

Observations sortie :

Entrée : Fait à Toulon le

(1) Signature précédée de la mention « lu et approuvé », nom, prénom et qualité du signataire

MTPM

LES FILMS DU LOSANGE (1)

Sortie : Fait à le

(1) Signature précédée de la mention « lu et approuvé », nom, prénom et qualité du signataire

MTPM

LES FILMS DU LOSANGE (1)



REGLEMENT D'UTILISATION DES SALLES DES ESPACES PARTAGES DE LA MAISON DE LA CREATIVITE A CHALUCET

3^{ème} ETAGE

A lire impérativement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les salles des espaces partagés de la Maison de la Créativité au 3^{ème} étage, sise Rue Chalucet à Toulon, sous responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sont mises à disposition. La Métropole Toulon Provence Méditerranée offre ainsi des lieux et des équipements pour l'organisation de cours, de workshops, d'évènements... en lien avec l'enseignement, l'innovation, sur la base d'ouverture et d'échanges.

Les espaces partagés sont constitué de :

- 4 Salles multimédia modulables (4*30 places)
- 2 Grandes salles de co working (64 et 40 places)
- 1 bureau (2 personnes)

Elle offre ainsi la possibilité d'accueillir :

- des activités sportives d'intérieur
- des associations
- des évènements : hackathons, assemblées générales, ateliers...

Horaires d'ouverture :

du lundi au vendredi de 8h00 à 21h00

Ponctuellement et sur demande préalable les week end

L'utilisation des espaces partagés entraîne l'adhésion pure et simple au présent règlement, aux tarifs en vigueur et aux consignes d'exploitation établies par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Obligations de l'organisateur / Fonctionnement

L'invitation et l'accueil se fait sous la responsabilité de l'organisateur après réservation 10 jours ouvrés avant la manifestation et l'accord de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Article 1 – Engagements de l'organisateur en amont de l'événement

- Gérer un système d'inscription permettant d'établir le nombre de participants.
- Prendre connaissance des locaux avant l'événement afin de pouvoir y orienter les participants.
- Se munir d'un badge provisoire invité à retirer auprès de l'accueil.
- A l'occasion de manifestation comptant de nombreux participants (> 20 participants), prévoir des moyens pour accueillir ou orienter les participants afin qu'ils soient autonomes pour accéder aux locaux pendant les heures d'ouvertures (Si besoin prévoir une personne à la réception).
- Si des repas sont prévus, les commandes associées sont à la charge exclusive de l'organisateur (Entité morale). Les boissons chaudes et froides sont également à prévoir par l'organisateur ainsi que la gestion des déchets à l'issue de la manifestation.

Article 2 – Modalités de réservations

La procédure de réservation des salles prévoit :

- 2.1 Envoi d'une demande par mail** précisant la date, les horaires, le thème de la réunion ou de la manifestation, le nom d'un référent,
- 2.2 Confirmation par mail**, le cas échéant, de la disponibilité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée complétée :
 - du règlement intérieur d'utilisation des espaces partagés,
 - de la notice d'utilisation des équipements mis à disposition (en cas de besoin),
 - des instructions pour retirer le badge visiteur et tout autre matériel
 - Le formulaire d'utilisation de salle(s) à compléter

2.3 Une fois la demande de réservation acceptée, l'organisateur s'engage à fournir à la Métropole TPM :

- L'attestation d'assurance (responsabilité civile)
- Le formulaire d'utilisation de salle(s) complété

Nota : afin d'assurer une bonne gestion des salles, toute annulation doit être signalée au plus tôt.

Article 3 – Engagements de l'organisateur pendant l'événement,

- Prendre toutes les mesures pour que les participants n'utilisent que les salles réservées et les annexes mises à disposition pour la manifestation,
- Respecter la capacité d'accueil de la salle allouée,
- Respecter la propreté des locaux ainsi que les sanitaires,
- Prévoir les connectiques spécifiques au matériel utilisé,
- Respecter les puissances admises.

Pour l'organisation de toute réunion et toute manifestation, prévoir un temps minimum avant l'arrivée prévue des participants afin d'assurer la logistique et l'accueil.

En cas de prêt de matériel (mobilier et/ou équipement):

- Avant l'évènement : vérifier que le matériel demandé est en place ou aller le récupérer auprès de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.
- Après l'évènement : rendre le matériel à la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou prévenir que la réunion est terminée.
- Signaler le matériel défectueux.

Article 4 – Tarification

Les tarifs applicables sur les espaces partagés du 3^{ème} étage de la Maison de la Créativité sont votés par le Conseil Métropolitain et révisables.

Article 5- Utilisation du WIFI public autorisé

Lors de la manifestation, l'organisateur pourra bénéficier du WIFI public partagé et autorisé sur l'ensemble du site de Chalucet. La Métropole Toulon Provence



Méditerranée fournira à l'organisateur un identifiant et un code d'accès. L'usage de cette connexion WIFI public devra se faire dans l'enceinte du bâtiment, pendant la durée d'utilisation des espaces partagés pour un usage autorisé (sites sécurisés).

La connexion sera enregistrée et ce pendant une durée de 1 an.

Article 6 – Engagements de l'organisateur à l'issue de l'événement:

- Rassembler et trier tous les déchets dans les conteneurs mis à disposition,
- Remettre les chaises et tables en ordre,
- Ranger le matériel et nettoyer la salle mise à disposition en cas de besoin,
- Libérer les locaux prêts pour permettre une prochaine utilisation à la fin du créneau d'utilisation,
- Remettre le badge invité à l'accueil.
- Ne plus utiliser l'accès au WIFI public du site de Chalucet, en dehors des accès autorisés (médiathèque...)

Article 7 – Assurances / Hygiène et sécurité

L'organisateur devra fournir à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une attestation d'assurance en vigueur (responsabilité civile).

En cas de dommage, accident, vol, l'organisateur est responsable de la couverture de ses participants et du matériel qu'il apportera ou utilisera sur place. Il devra s'assurer du bon fonctionnement de celui-ci et souscrire une protection si besoin.

L'organisateur devra respecter les normes de sécurité en vigueur.

Il est interdit :

- De fumer dans les locaux,
- D'introduire tout ce qui est prohibé par la loi ou les règlements / code du travail,
- De déposer du matériel : dans les allées prévues pour les circulations et l'évacuation du public, devant les issues de secours.

Article 8 – Interdiction et limitation d'accès aux espaces partagés

8.1 En cas de non-respect des dispositions du règlement d'utilisation

Tout organisateur qui ne respecterait pas les présentes dispositions lors de l'utilisation des espaces mis à disposition, de manière répétitive, constaté par le gestionnaire de site, s'en verra refuser l'accès pour une durée de 3 mois.

8.2 En cas de dégradations

Tout organisateur qui aurait causé des dégâts sur un des espaces mis à disposition ou sur les parties communes à l'occasion d'une précédente utilisation, et qui n'aurait pas procédé à sa remise en état, se verra définitivement refuser un nouvel accès aux espaces partagés du 3^{ème} étage de la Maison de la Créativité de Chalucet.

Les coûts de remise en état supportés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée seront refacturé à l'organisateur sur la base du prix TTC payé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Article 9 – Modification du règlement

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE se réserve le droit de modifier sans préavis le présent règlement qui sera affiché dans les salles de réunion.



RETOMBÉES LOCALES D'UN TOURNAGE

Fiche d'information à remplir par la production



Bureau d'accueil des tournages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

OBJECTIFS DU FORMULAIRE

Mesurer le poids économique de l'industrie du cinéma et de l'audiovisuel sur la Métropole.

Identifier les acteurs économiques impliqués dans le circuit.

Evaluer l'impact économique et touristique que cette industrie génère.

Garantie de confidentialité :

Les informations fournies resteront confidentielles et serviront uniquement à élaborer des statistiques globales des retombées économiques des tournages sur le territoire. Elles ne seront en aucun cas divulguées.

Nous vous remercions pour votre collaboration et espérons vous accueillir de nouveau sur la Métropole.

RAPPEL

L'ensemble des dépenses doit être réalisé sur le territoire des communes suivantes :

Toulon, La Seyne-sur-Mer, Hyères, Six-Fours-les-Plages, La Garde, La Valette-du-Var, La Crau, Ollioules, Le Pradet, Carqueiranne, Saint-Mandrier-sur-Mer, Le Revest-les-Eaux

FICHE TECHNIQUE

Titre de l'oeuvre												
Année de production												
Date prévisionnelle de sortie												
Format												
Nationalité												
Société de production Adresse												
Réalisateur(s)												
Contact référent Téléphone / Email												
Date de tournage												
Nombre de jours de tournage	Toulon	La Seyne-sur-Mer	Hyères	Six-Fours-les-Plages	La Garde	La Valette-du-Var	La Crau	Ollioules	Le Pradet	Carqueiranne	Saint-Mandrier-sur-Mer	Le Revest-les-Eaux
Nombre de personnes dans l'équipe												
Budget total de l'oeuvre												

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Prestations techniques & logistiques	Sont considérées comme dépenses locales les prestations facturées par une structure dont le siège social, ou une succursale, est établi sur le territoire.
Location de décors	Sont considérées comme dépenses locales les frais de mise à disposition de décors situés sur le territoire, quelle que soit l'adresse de facturation.
Transports	Sont considérées comme dépenses locales les frais de transports à l'intérieur du territoire métropolitain et les frais de location de véhicules lorsque la facture émane d'une société dont le siège social est établi sur le territoire.
Nota bene	Les dépenses de transports (ex: billets de train ou avions, essence, péages, autoroutes...) liées à la venue du tournage ou de la séance photos sur le territoire (depuis Paris ou une autre région) et pouvant être considérées comme un surcoût pour la production ne sont pas considérées comme dépenses locales pour le territoire.

Hébergements, traiteurs, déplacements

Dans cette section inclure les frais de repérages

	Nuitées	Nom de l'établissement/Commune	Montant (€)
Hôtels			
Autres hébergements			
	Nom de l'établissement	Commune	Montant (€)
Restaurants			
Autres frais de restauration			
	Nature		Montant (€)
Frais de déplacements	Location voitures		
	Autres frais		
	Nature	Commune	Montant (€)
Autres			

Industries, services

		Montant (€)
Location de matériels techniques		
Location véhicules techniques		
Location bureaux, régie, divers		
Location lieux de tournage		
Location accessoires, costumes		
Gardiennage/Service sécurité		
	Nature	Montant (€)
Autres prestations		

Emplois locaux			
	Nombre de personnes	Nombre de jours	Montant (€)
Producteurs			
Direction et administration			
Techniciens			
Comédiens			
Figurants			
	Nombre de personnes	Nombre de jours	Montant (€)
Autres à préciser :			
Autres à préciser :			
	Nature		Montant (€)
Eléments complémentaires à porter à la connaissance de la Métropole			
Total dépenses locales (€)			0,00 €



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT AU PALAIS DES SPORTS DE TOULON POUR LES BESOINS DU TOURNAGE LES PETITS VOLEURS

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 Bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président en exercice, Jean-Pierre GIRAN, autorisé en application de la Décision n° DP du

Ci-après dénommée « la Métropole »

D'une part,

Et

La société Les films du Losange, ayant son siège social à 7 - 9 rue des petites écuries 75010 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 642 020 903, N° de SIRET : 642 020 903 00042 ; Code APE : 5911C, N° TVA Intracommunautaire : FR69642020903, représentée par Claire LANGMANN, en sa qualité de Directrice de Production, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « la Production »

D'autre part.

Article 1 - Objet de la convention

La Métropole met à disposition de la Production dans le cadre du tournage du long-métrage intitulé provisoirement ou définitivement « Les petits voleurs » (le « film ») réalisé par Joachim LAFOSSE, les lieux ci-dessous décrits, dont elle déclare être le propriétaire, pouvoir en disposer librement et/ou avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet dans le cadre des conditions fixées par la présente convention :

- Un emplacement de stationnement de 150 m² sur le Parking Est du Palais des Sports, accès Avenue Amiral Aube.

Ci-après désignés sous le terme « les lieux ».

Article 2 – Durée de la mise à disposition

Les lieux définis à l'article 1 sont mis à disposition de la production pour le stationnement de

- 1 véhicule logistique de 35 m³ du 24 avril 2024 03h00 du matin au 25 avril 2024 21h
- 1 véhicule logistique de 22 m³, et 1 véhicule de 14 m³, du 26 avril 2024 02h00 du matin à 26 avril 2024 midi.
- 6 véhicules logistiques (2x14m³, 1x35m³, 1x30m³, 1x12m³ et 1x4m³) du 26 avril 2024 à 02h00 du matin au 12 mai 2024 à 02h00 du matin. Les 6 véhicules sont autorisés à accéder au site et à y stationner 24h/24h.

La signature de la convention devra intervenir avant cette période.

Article 3 – Conditions financières

Une somme de 300 euros HT (trois cents euros) sera réclamée en contrepartie de la mise à disposition. Il est précisé que la Métropole a opté pour l'assujettissement de ces redevances et prestations à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) conformément à l'article 260.2 et 261 D 2° du Code Général des Impôts.

La redevance se trouvera automatiquement assujettie à la T.V.A. aux taux en vigueur lors de son échéance.

Le paiement sera réclamé par l'envoi d'un avis des sommes à payer, adressé par la Trésorerie de Toulon, libellé et envoyé par voie postale à l'adresse de correspondance du siège.

Les films du losange
« Les Petits Voleurs »
7 - 9 rue des petites écuries
75010 Paris

Article 4 - Incessibilité des droits

La présente convention étant conclue intuitu personae, la production ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

Article 5 - Etat des lieux

Les lieux sont pris en l'état et rendus en l'état à l'issue du tournage.

S'il était constaté des dommages incombant à l'équipe de tournage dans les lieux mis à disposition, la Production s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire

effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires. Tout éventuel dégât ou sinistre résultant de la présence de la Production et de ses équipes devra être constaté lors de l'état des lieux de sortie, aucune réclamation ne pouvant plus être prise en compte par la Production au-delà.

Article 6 - Conditions d'occupation

L'équipe de tournage qui déposera les véhicules sur les lieux sera composée de 05 personnes. A compter de 22h30, l'accès au parking se fera via le PC sécurité du Palais des sports. A partir de 06h30, la récupération des véhicules se fera librement.

Il est rappelé que les lieux mis à disposition ne font pas l'objet de gardiennage.

Article 7 – Engagements réciproques des parties

7.1 Désignation d'un référent

Les parties s'engagent respectivement à désigner un responsable en charge du bon déroulement des opérations, interlocuteurs privilégiés durant toute la durée du tournage, aux dates et horaires indiqués à l'article 2 de la présente convention.

- Pour la Production Geoffrey APPOURCHAUX en sa qualité de régisseur général : 06 18 50 76 49
- geoffrey.appourchaux@gmail.com
- Pour la Métropole :
 - Palais des sports :
 - David MANAS, en sa qualité de chef de service du Palais des sports, dmanas@metropoletpm.fr - 04 94 36 47 09 ou Corentin BEUNET: cbeunet@metropoletpm.fr - 04 94 36 47 03
 - Olivier IRROY, chef de la sécurité du Palais des sports : oirroy@metropoletpm.fr
 - Bureau d'accueil des tournages, Barbara OCCHINI, en sa qualité de chargée de mission : baocchini@metropoletpm.fr - 07 84 66 80 39

7.2 Engagement de la Métropole

La Métropole s'engage à tout mettre en œuvre pour faciliter l'utilisation des lieux sous réserve des conditions impératives de conservation des lieux.

7.3 Engagement de la Production

La Production s'engage :

- A communiquer dès que possible les plaques minéralogiques des véhicules qui seront stationnés sur les lieux.

Article 8 – Annulation – Report

Si, pour quelques raisons que ce soit, le tournage ne pouvait être en tout ou partie, effectué aux dates prévues de l'article 2, la Production devra solliciter la Métropole par écrit pour convenir d'une nouvelle date au moins 8 jours avant la date proposée. Un accord écrit sera transmis à la Production.

Article 9 – Responsabilité - Assurances

Article 9.1 Responsabilités

La Production demeure entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, des dommages qui pourraient être causés pendant la durée de son occupation, de son fait personnel, ainsi qu'à l'égard des biens meubles et immeubles, équipements et matériels.

Le seul cas d'exonération de la Production est la force majeure.

Elle sera également responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

La Production est responsable à l'égard des tiers de l'ensemble des dommages résultant de son occupation, y compris ceux relevant de la responsabilité du propriétaire.

La Production devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, la responsabilité de la Métropole ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La Métropole ne garantit pas la Production, et par conséquent décline toute responsabilité dans les cas suivants :

- En cas de vol, cambriolage ou autres actes délictueux, et généralement de tous troubles apportés par des tiers ou voies de fait ;
- En cas d'accident pouvant survenir dans les lieux mis à disposition ;
- Dans le cas où le terrain serait inondé ou envahi par les eaux pluviales ou autres fuites.

Article 9.2 Assurances

La Production devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant l'intégralité des conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être engagée du fait de ses activités ou de son occupation, notamment dans les cas où sa responsabilité serait recherchée :

- A la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers ou aux personnes se trouvant sur les lieux ;
- A la suite de tous dommages, y compris acte de vandalisme, causés aux biens confiés.

A cet effet, la Production devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Elle est tenue d'assurer elle-même directement tout agencement de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les lieux mis à sa disposition.

S'il était constaté des dommages incombant à La Production dans les lieux mis à disposition, la Production s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires.

La Production ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances pour justifier de la carence de celle-ci vis-à-vis de la Métropole et/ou des tiers.

Ainsi, tout dommages qui ne serait pas pris en charge par l'assureur de la Production, soit que le risque n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive de la Production.

Enfin, les compagnies d'assurances renoncent à tout recours contre la Métropole.

Le bénéficiaire répondra des dégradations et pertes qui pourraient survenir pendant la durée de son occupation à moins qu'il ne prouve qu'elles aient lieu par cas de force majeure, par la faute du propriétaire, ou de tiers responsables des dommages imputables.

Il sera tenu pour responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité

de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

La production devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés dans les cas ci-dessus énoncés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, sauf son recours contre qui de droit, la responsabilité de TPM du terrain ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La production devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant tous les risques précités.

Article 10 – Résiliation – retrait de l'autorisation

La production peut renoncer au bénéfice de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception. Suite à sa résiliation, la production ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Article 11 - Dispositions diverses

11.1. Litiges

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le tribunal administratif de Toulon sera saisi.

11.2. Réglementation applicable

La production est soumise aux droits et obligations résultant du droit de la domanialité publique.

Le présent acte est établi en deux exemplaires dont un original remis à la production.

Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu la lecture.

Fait à Toulon, le

Pour Les Films du Losange

**Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

**Jean-Pierre GIRAN
Le Président**